

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 13/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DARAMIC SAS**  
25 RUE WESTRICH  
BP 90149  
67603 SELESTAT

Code AIOT : 0006700478

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement DARAMIC SAS implanté 25 rue Westrich - 67603 SELESTAT. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DARAMIC SAS
- 25 RUE WESTRICH - BP 90149 - 67603 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DARAMIC est spécialisée dans la production de membranes plastiques à usage de séparateurs dans les batteries d'accumulateurs en polyéthylène utilisées dans les véhicules automobiles, chariots élévateurs... L'activité de production utilise des produits contenant des solvants d'extraction de l'huile (hexane) et des agents mouillants (éthanol) générant des rejets de COV.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2022 :
  - Article 3 - Qualité des eaux souterraines - Etude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite
- Suivi de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2002 :
  - Article 8.5 - Contrôle des rejets - Plan de gestions de solvants (PGS)
  - Article 9.1 - Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3	/	Sans objet
2	Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 03/10/2002, article 9.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 03/10/2002, article 8.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de l'impact sur l'environnement de la fuite ; cette étude devra notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un état des lieux concernant le terme source de la fuite : nature et quantité de produits concernés ;</li> <li>• Une évaluation de la nature et des quantités de produits/produits de décomposition/dégradations susceptibles d'avoir été émis dans les sols et les eaux, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans l'incident ;</li> <li>• La détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;</li> <li>• Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences de la fuite (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ;</li> <li>• Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées dans l'inventaire prescrit ci-dessus (privilégier dans un premier temps quelques points de prélèvements sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux). Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone témoin ;</li> <li>• Les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits diffusés ;</li> <li>• La proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées ;</li> <li>• Une évaluation de l'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation, et la proposition de mise en place et/ou d'amélioration du système de dépollution actuellement en place. »</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, une fuite accidentelle est survenue fin mars 2021 sur une cuve enterrée d'hexane</p>

mise sur l'installation. L'examen des résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines a révélé que les ouvrages MW2 et MW3 situés en limite de propriété et en aval hydraulique éloigné de la cuve défaillante mettent en évidence des teneurs pour les composés recherchés dont l'hexane. Aucun élément objectif n'a permis d'exclure une pollution affectant le milieu environnement et l'utilisation d'eaux souterraines par les tiers à l'aval hydraulique. Des investigations complémentaires apparaissaient nécessaires. Ainsi, compte-tenu des risques de pollution du milieu environnant, en particulier des eaux souterraines, un arrêté préfectoral complémentaire daté du 25/03/2022 a prescrit notamment à l'exploitant de produire un rapport circonstancié des faits et de proposer des mesures permettant d'en évaluer les impacts et de déterminer les travaux de dépollutions à entreprendre.

L'exploitant a remis le 10/10/2022 l'étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite d'hexane de la cuve enterrée TK519.

L'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation a été évaluée. Toutefois, il apparaît que des études complémentaires visant à approfondir son état de fonctionnement soient nécessaires.

Les investigations de terrain ont mis en évidence une zone d'environ 400 m<sup>2</sup> à traiter sur site. Il apparaît également qu'un diagnostic complémentaire soit nécessaire pour définir l'extension des impacts relevés, notamment sur les puits localisés hors site.

Sur demande de l'inspection lors de la précédente visite du 15/09/2022, l'exploitant a été invité à suivre les préconisations émises sur ces points dans le rapport de l'étude et de les mettre en œuvre.

Aussi, l'exploitant a réalisé un diagnostic complémentaire début 2023 comprenant une campagne de prélèvements de sol, d'eaux souterraines et de gaz du sol et un traçage au sel dans les conduites de rejet. Le rapport de synthèse et d'interprétation a été remis le 05/04/2023. En conclusion de ce rapport, l'hypothèse d'un colmatage du puits PD2017 a été émise du fait d'une influence piézométrique sur les piézomètres proches en diminution depuis 2017. Pour statuer sur cette hypothèse une inspection télévisuelle du forage PD2017 ainsi qu'un pompage d'essai par paliers a été réalisé en mai 2023.

L'exploitant indique en séance, qu'il vient de recevoir la synthèse et les conclusions :

« L'ouvrage en question est constitué d'un tube PVC de diamètre 500/540 mm et de 24,8 m de profondeur. Il est crépiné sur 10 m linéaires.

Les clichés de l'inspection caméra ont mis en évidence :

- neuf jonctions pour l'ouvrage de captage ;
- des floccs bactériens au niveau du bas de la pompe P1 et du début des crépines ;
- des crépines globalement propres, avec de légers dépôts dans la partie supérieure de l'ouvrage.

La profondeur de l'eau statique dans l'ouvrage a été estimée à 9 m par rapport au repère.

L'essai de pompage a montré que l'ouvrage était en capacité de fournir le débit souhaité de 75 m<sup>3</sup>/h. Il a également mis en évidence une transmissivité moyenne des terrains aquifères captés par l'ouvrage entre 5 et 7,7.10<sup>-2</sup> m<sup>2</sup>/s.

En somme, l'inspection caméra et l'essai de pompage n'ont pas révélé de colmatage de l'ouvrage, mais simplement des floccs bactériens au niveau des crépines en face de la pompe P1.

Les analyses ont montré une présence de bactéries ferrugineuses, qui augmentent le risque de colmatage des crépines, ainsi que l'absence de fer ou de manganèse.

La présence de bactérie peut présenter un risque pour la pérennité de l'ouvrage. Pour éviter le développement bactérien et l'amorçage d'un colmatage, le bureau d'études recommande :

- de couper l'arrivée d'air dans l'ouvrage, au niveau des pompes en mettant en place d'un clapet anti-retour ;
- de faire désinfecter l'ouvrage ;
- de procéder à un nettoyage de l'ouvrage par air-lift. ».

**L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur la suite donnée à ces recommandations.**

Concernant la dépollution de la zone EXA1, l'exploitant informe de la mise en œuvre du projet Venting-Sparging.

La méthode de traitement de la pollution par venting (ou "aération") et par sparging (ou "stripping") est une technique qui consiste à éliminer les polluants volatils de l'eau ou du sol en injectant de l'air ambiant.

L'installation de dépollution est composée de 10 forages :

- 4 forages d'une profondeur de 10 m pour l'injection de l'air ;
- 6 forages d'une profondeur de 3 m pour l'aspiration des vapeurs d'hexane.
- Le planning des travaux est :
- Mai 2023, démarrage des forages ;
- Juillet 2023, préparation des tranchées, pose des chambres télécom L2T et pose des tuyaux ;
- Août/Septembre 2023, pose des conteneurs et raccordement des tuyaux.

La mise en service du process Venting-Sparging est annoncée pour fin octobre/début novembre 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui confirmer la date effective de mise en service de l'installation.

Afin de pouvoir réglementer cette installation de traitement de la pollution et le programme de surveillance, l'inspection demande à l'exploitant d'adresser rapidement sous un délai n'excédant pas un mois, un dossier de porter à connaissance de la préfète (copie UD67 - DREAL GE), en application des articles 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2002 et R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

## N° 2 : Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/10/2002, article 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'efficacité du dispositif de confinement des eaux souterraines

### Prescription contrôlée :

« (...) L'exploitant est autorisé à prélever dans la nappe, l'eau utilisée à des fins industrielles, à raison d'un volume annuel maximal de 76 000 m<sup>3</sup> (volume modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/10/2020). De plus, dans le but d'éviter la migration des eaux souterraines contaminées vers l'aval, un pompage dans la nappe d'un débit instantané de 80 m<sup>3</sup>/h est autorisé pour maintenir une barrière hydraulique.

... Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. (...) »

### Constats :

L'exploitant rappelle que l'inspection télévisuelle du forage PD2017 ainsi qu'un pompage d'essai par paliers ont été réalisés en mai 2023. L'essai de pompage a montré que l'ouvrage était en capacité de fournir le débit souhaité de 75 m<sup>3</sup>/h.

Pour mémoire, le nouveau puits de pompage est en service depuis juin 2017 et la première pompe assure un débit de 75 m<sup>3</sup>/h. Une deuxième pompe assure le complément pour l'eau de process. Les deux pompes permettent de maintenir la barrière hydraulique avec un débit instantané de 80 m<sup>3</sup>/h.

Lors de la visite sur site, l'inspection constate que le débitmètre installé sur la première pompe indique bien le débit de plus de 75 m<sup>3</sup>/h annoncé. Le volume d'eau de process est mesuré par un compteur d'eau qui est relevé périodiquement par l'exploitant.

À la demande de l'inspection, post-visite, par courriel du 05/10/2023, l'exploitant a adressé le suivi journalier du pompage principal du 01/01/2022 à jour de l'inspection.

L'analyse de ce suivi montre que l'installation n'a pas délivré le débit attendu sur au moins deux périodes de 4 jours en mars et de 9 jours en août 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui indiquer les raisons de ce dysfonctionnement sur ces deux périodes en 2023.

L'inspection rappelle l'obligation de maintenir la barrière hydraulique avec le débit instantané de 80 m<sup>3</sup>/h.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

### N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/10/2002, article 8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Composés Organiques Volatils (COV)

**Prescription contrôlée :**

« Les effluents gazeux canalisés des deux lignes d'extraction à l'hexane font l'objet, avant toute dilution, d'un contrôle continu et d'un contrôle, à une fréquence annuelle, par un organisme indépendant de l'exploitant. (...) »

**Constats :**

L'exploitant présente la liste des matières premières et produits d'exploitation. Seul deux produits contiennent des solvants : « Hexane » et « Agent Mouillant A ». Sur site, l'étape d'extraction nécessite l'utilisation de produits contenant des solvants. L'usine de production est équipée de 2 lignes d'extraction EXA1 et EXA2 qui comprennent principalement, un tunnel d'extraction d'huile par de l'hexane et un four de séchage. Le four comprend deux zones de séchage séparées par 1 zone de transition dénommée Joint gaz. C'est dans la première zone que l'essentiel de l'hexane contenu dans la nappe à base de polyéthylène est évaporé. Après séchage, le film en polyéthylène est dirigé vers le bâtiment principal où il est enduit d'un agent mouillant, produit contenant de l'éthanol. L'analyse du procédé d'extraction permet de lister les émissions atmosphériques émises par cette activité. Il s'agit de :

- rejets atmosphériques canalisés et diffus d'hexane lors du bain d'extraction et dans le 1er four de séchage ;
- rejets atmosphériques canalisés d'éthanol dans le 2ème four de séchage.

L'exploitant a réalisé un Plan de Gestion de Solvants (PGS), permettant d'établir les flux de COV au sein des installations d'extraction. Pour l'année 2022, le bilan est le suivant :

Flux (en t/an)		Type de COV		
		Hexane t	Ethanol t	Total t
I1	Solvant dans les préparations achetées	87.93	25,59	113.5
I2	Solvant récupéré et réutilisé	96, 55	0	96, 55
O1	Rejet canalisé	8.61	25,59	34,2
O2	Rejet aqueux	0	0	0
O3	Perte dans les produits finis	49.62	0	49.62
O4	Emissions non captées	29.7	0	29.7
O5	Perte par réaction dans le procédé de traitement	0	0	0
O6	Solvant contenu dans les déchets	0	0	0
O7	Solvants vendus	0	0	0
O8	Solvants récupérés	0	0	0
O9	Autres	0	0	0

Au cours des dernières années, l'exploitant a mis en place les améliorations suivantes :

- En août 2021, l'exploitant a remplacé l'ensemble de son unité de filtration de charbon actif

Carbon Bed sur l'extracteur 1. Cela a permis de continuer à améliorer la réduction des quantités de rejets dans l'atmosphère. 4 cuves enterrées contenant des produits de process ont été remplacées par des cuves dans un bassin étanche et accessible pour une meilleure gestion des flux et de détection d'éventuelle(s) fuite(s). En cas de détection d'odeurs ou de vapeurs d'hexane, une équipe intervient dans les plus brefs délais pour remédier au problème, une caméra infra-rouge permet d'identifier les différentes fuites et de réagir rapidement. Les fuites sont colmatées et les interventions de réparation réalisées lors des arrêts ;

- En 2022 : l'exploitant a intégré dans ses arrêts maintenance des travaux de contrôle et de réduction d'éventuelles fuites. Le remplacement du système de filtration CBED sur une année entière à l'EXA1 a permis de réduire les quantités d'hexane rejetées. La quantité produite a également diminué, puisque l'usine a fonctionné 19 jours de moins en 2022 par rapport à 2021. En cas de détection d'odeurs ou de vapeurs d'hexane, une équipe intervient dans les plus brefs délais pour remédier au problème, une caméra infra-rouge permet d'identifier les différentes fuites et de réagir rapidement. Les fuites sont colmatées et les interventions de réparation réalisées lors des arrêts.

L'exploitant présente les pistes de réduction des émissions envisagées :

- En 2023, l'exploitant prévoit le remplacement du charbon actif de sa ligne EXA2. Ce changement devrait encore réduire les émissions dans l'atmosphère et améliorer les résultats. Un arrêt usine et un changement de cadence (usine à l'arrêt les week-ends de janvier à mars devrait impacter les résultats de 2023). Les incidents ou presque incidents étant mieux déclarés, les analyses associées et les plans d'actions issus de ces analyses permettront la réduction des quantités de fuite déjà constatée en 2022.

L'exploitant procède au contrôle continu de la teneur en hexane en ppm des 2 lignes d'extraction. Elle est fournie par les analyseurs en continu au niveau des salles de contrôle et au niveau des lecteurs à proximité des exutoires des lignes d'extraction.

La valeur limite réglementaire est de 34,2 ppm, équivalente à 110 mg/m<sup>3</sup>.

Le tableau de suivi journalier des rejets des 2 extracteurs, qui présente les valeurs moyennes quotidiennes (de 6 h à 6 h), est transmis chaque trimestre à l'inspection, conformément à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2002.

L'installation respecte la valeur limite d'émission d'hexane dans les rejets canalisés.

**L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser le rapport de contrôle annuel de l'organisme extérieur et le Plan de Gestion de Solvants (PGS) de l'année 2022.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**Proposition de suites : Sans objet**

\*\*\*

